

Nou, pas dako !

C'est le slogan que les milliers de grévistes de la Guadeloupe et de la Martinique ont scandé durant des semaines pour dénoncer la vie chère, la pauvreté, les discriminations, l'exploitation, les profits abusifs et les entorses régulières au Code du Travail dans un contexte économique exsangue où prédominent encore des rapports sociaux de type colonial. Oui, la victoire est possible, rien n'est inéluctable, la preuve !

Nos grèves, nos manifestations, expriment un sentiment de ras-le-bol, oui ! Mais contrairement à ce que voulaient faire croire gouvernement et patrons après le 29 janvier, ce n'est pas une réaction épidermique ou encore une mauvaise compréhension nécessitant plus de pédagogie, qui explique cette très forte mobilisation nationale interprofessionnelle. Non, ce que des millions de salarié-e-s mettent en cause, c'est ce qui se passe, et pourquoi ça se passe ainsi.

« La crise », n'est pas un phénomène qui tient de la catastrophe naturelle dont personne n'est responsable.

D'ailleurs, peu de « catastrophes naturelles » sont si naturelles que ça : elles sont la conséquence de choix politiques et économiques qui aboutissent aux accidents (climatiques, nucléaires, industriels, ...). **La crise, sert aujourd'hui d'alibi aux patrons, aux actionnaires, au gouvernement, pour essayer d'imposer des mesures qui renforcent le système ... qui a provoqué cette crise.**

Faut-il sauver ce système économique capitaliste en crise, ou faut-il le remettre en cause, mettre en avant des revendications et des solutions qui modifient les rapports de forces actuels, dans l'intérêt des salarié-e-s, chômeurs/ses, précaires et retraité-e-s ?

Le gouvernement, lui, a déjà répondu à cette question : 360 milliards aux banquiers, 32 milliards de soit disant « aides à l'emploi » pour les patrons qui licencient, 14 milliards du paquet fiscal qui profite aux plus riches, 4 milliards grâce à la défiscalisation des heures supplémentaires, 8 milliards de taxe professionnelle qui ne sera plus payée, ... C'est scandaleux, mais pas surprenant ! Qui s'étonnera que Sarkozy et ses acolytes privilégient ... les privilégié-e-s ?

Face aux dizaines, aux centaines de milliards distribués aux patrons, notre journée de grève et manifestations du 29 janvier a permis de débloquer 2,6 milliards pour nous.

Nous, les dizaines de millions de salarié-e-s, retraité-e-s, chômeurs/ses, jeunes en formation. C'est dire le déséquilibre qui demeure, même si personne ne nie l'utilité de toute mesure qui réduit un peu la misère et la précarité.

Arc-bouté sur leurs milliards et leur pouvoir, le patronat et ceux qui le serve – au premier rang desquels, le gouvernement – ne lâcheront rien de bonne grâce. Ils ne lâcheront que ce que nous leur imposerons !

Oui, c'est possible de gagner !

Nous avons toute légitimité à imposer d'autres choix et une autre répartition des richesses produites collectivement. Il n'est pas inscrit pour l'éternité que le principe d'organisation de la société soit que celles et ceux qui travaillent se fassent voler une partie des fruits de celui-ci, par une petite minorité. Il faut poser ces questions ; elles l'ont été en Guadeloupe, par exemple, où la situation coloniale renforce encore les inégalités, les injustices.

Il ne s'agit pas de lancer des slogans sans rapport avec notre vécu quotidien de salarié-e-s. Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Santé Social, Recherche, Universités, mais aussi de nombreuses entreprises dans l'Industrie, le Commerce, les Services, les Transports, le Nettoyage, ... les grèves se multiplient.

Personne ne croit pas que leur coordination soit une évidence. Mais refuser d'y travailler, c'est choisir qu'elles ne convergent pas. La stratégie de lutte, les formes d'action, les rythmes de mobilisation, tout cela est en rapport direct avec ce qu'on veut poser comme débat, ce qu'on veut obtenir.

Gouvernement et patrons doivent répondre aux revendications exprimées dans la plate-forme commune des huit organisations syndicales.

Cette plate-forme est portée haut et fort par des millions de manifestant-e-s. Aujourd'hui, patronat et gouvernement répondent aux revendications des salarié-e-s « c'est la crise, on ne peut pas ! ». Mais, avant, quand « ils pouvaient », que disaient-ils, que faisaient-ils ? La même chose ! **Tous nos acquis sociaux, nous les devons aux luttes collectives.** Actuellement, les patrons encaissent les subventions et continuent de licencier partout où ils peuvent. Il faut imposer une autre répartition des richesses !

Nous avons besoin de mesures concrètes, et vite !

L'union syndicale Solidaires met quatre points en avant :

Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel, car les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que les entreprises accumulent les profits.

Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux, parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise, alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes.

Des moyens supplémentaires, l'arrêt des suppressions d'emploi et de nouvelles orientations pour les services publics, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population : emploi, santé, éducation, transport, communication,...

En finir avec la fiscalité qui favorise les riches : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la défiscalisation des heures supplémentaires, et abaissement de la TVA sur les produits de première nécessité.

Avec une petite partie des milliards que patrons et actionnaires nous ont pris depuis des années, il y a des solutions pour le pouvoir d'achat, l'emploi et les services publics. Ces solutions, nous iront les chercher ensemble !

L'union syndicale Solidaires propose :

Travaillons à la convergence des luttes qui existent dans les régions et les secteurs professionnels !

Les journées d'action correspondent à un moment donné de la construction du rapport de force. Mais ça ne peut pas être une fin en soi, ni une stratégie unique. Il faut tirer le bilan des mouvements comme ceux de 2003 ou 2007 : les « temps forts », les négociations entreprise par entreprise, ça ne marche pas, ça ne suffit pas pur gagner. **La perspective d'un mouvement reconductible, d'un appel à la grève générale doit être posée.**

Cela sera possible à travers un travail unitaire au niveau national bien sûr, au niveau des départements, mais surtout dans les entreprises et les communes. **Prenons des initiatives à la base, faisons en sorte que les équipes syndicales échangent, se confrontent parfois car nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais faisons vivre le syndicalisme là où il se fait, là où les décisions doivent se prendre : à la base !**

Je souhaite contacter l'Union syndicale Solidaires

144 boulevard de La Villette 75019 Paris – 01 58 39 30 20 – contact@solidaires.org

Nom, prénom :

Entreprise :

Contact (adresse, téléphone, mail) :

Union
syndicale
Solidaires